

Karl Polanyi et l'utopie libérale.

Introduction.

La Grande Transformation est sans doute le texte le plus important de Karl Polanyi. Ce texte fut écrit pendant la deuxième guerre mondiale. Il fut publié, pour la première fois en 1944. Comme le dit si bien Philippe de Larra : « En dépit de son caractère de somme, La Grande Transformation, n'est pas un livre cohérent et achevé. Lui rendre justice, c'est reconnaître les contradictions qui traversent ses fulgurances ». (Tout d'abord comprendre. La grande transformation et totalitarisme. Essai non publié, p. 15).

Le fait est que cette recherche des origines politiques et économiques de la modernité, comme il est dit dans le sous-titre, n'est pas une réflexion marxiste, comme l'affirme Philippe Herzog, dans sa contribution aux Actes des Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence, 2007 (p. 378), pour ne donner qu'un exemple. Il s'agit bien plutôt d'une réflexion philosophique, sur l'histoire économique et sociale des temps modernes, pour essayer de comprendre le dépassement du règne de l'étalon-or. Pour cette raison, il nous dit que « l'échec ultime de l'étalon-or, fut l'échec ultime de l'économie de marché ». (Gallimard, 1977, p. 263).

Par conséquent, Polanyi cherche d'un côté à saisir les origines du capitalisme, qui va donner, à son époque de maturité classique, de ce qu'il appelle la Paix de Cent Ans (1815-1914), dans la première partie de son texte. C'est, précisément, cette période qui est le centre même de sa réflexion.

Cela dit, Polanyi n'était pas encore arrivé à cette distinction entre économie de marché et capitalisme, que nous devons à Fernand Braudel. C'est la raison pour laquelle il nous dit, comme nous venons de l'indiquer, que l'échec de l'étalon-or est l'échec de l'économie de marché. Mais, il s'agit de comprendre que toute économie de marché n'est pas une économie capitaliste, quoique toute économie capitaliste soit une économie de marché.

Il s'agit, dès lors, de bien saisir cette différence, si on veut comprendre l'apport essentiel de Polanyi à la compréhension de l'histoire économique et politique du monde moderne. En effet, il convient de tenir présent à l'esprit qu'entre le monde précapitaliste et l'univers capitaliste – Braudel parle d'économie de marché et économie capitaliste -, il y a une différence fondamentale : le phénomène de la croissance économique, de l'accumulation élargie, du machinisme, comme on le disait au XIXème.

Marx, pour sa part, pensait que le passage d'un système à l'autre, est le résultat de l'existence du profit (A-M-A') – argent (A), marchandise (M) et argent plus profit (A') -, qui va se transformer, à un moment donné, en plus-value, donnant ainsi naissance au capital. Le grand problème que pose cette thèse est le fait qu'elle ne nous explique pas pourquoi le passage s'opère si tardivement. Car, il ne faut pas oublier que le profit existe depuis l'apparition du commerce à long distance. Donc, depuis l'époque marchande des Phéniciens. C'est-à-dire avant l'achèvement de l'écriture alphabétique, dit linéaire B, en -1100.

Par conséquent, ce qui est au centre de cette réflexion est précisément le passage de l'accumulation simple, à l'accumulation élargie. Donc, comme l'aurait dit John Locke – dans ces *Some Considerations...* (1691 – l'apparition du phénomène de l'élévation de la vitesse de circulation de la monnaie). Nous parlons actuellement d'augmentation du niveau d'efficacité de la monnaie, voir de multiplicateur.

Les présupposés historiques du capitalisme.

Nous partons ici de la thèse selon laquelle le système de l'accumulation élargie, est le résultat d'une transformation institutionnelle de première importance, qui donna lieu à la révolution libérale : au libéralisme politique et au libéralisme économique. En effet, rappelons, à ce propos, que pour la philosophie politique grecque (Aristote, particulièrement) le processus social est un mouvement d'accomplissement. La raison théorique tend à se réaliser par le biais de la pratique de la raison. Dans ce processus, ce qui est en puissance doit devenir réalité effective. Or, ce qui est en puissance, selon les déterminations de l'Être, c'est le fait que la singularité - en l'occurrence la personne – est ce

qui est un numériquement et que l'universalité (le genre, l'humain) est ce qui se manifeste en première instance dans toute singularité. (La Métaphysique, B, 4, 30). De sorte que l'*isothymia* (l'égalité en dignité) doit conduire à travers la pratique du politique, à l'*isonomia* (l'égalité devant le droit) et à l'*isocratia* : l'égalité devant le pouvoir. Ceci veut dire, concrètement, que le processus d'accomplissement du politique, mène à la réalisation de la communauté d'égaux. Car, la justice démocratique implique l'égalité numérique. (La Politique, VI, 2, 431). Ce qui veut dire, que selon la logique de ce processus : un vaut un et pas plus d'un. «One man, one vote ! », disait-on en Afrique du Sud, pour lutter contre l'Apartheid.

Le problème qui se posa pendant longtemps, était celui de savoir : comment déclencher ce processus qui mène à la communauté d'égaux, à la communauté juridique ? Rappelons, à ce propos, que De Tracy et Cabanis (1795), se sont posé la question de savoir : Quel est le *logos* de l'*eidos*, de l'idée ? De là, le concept d'idéologie qui va être pris tout d'abord en dérision par Bonaparte – lorsqu'il parlait des idéologues - et, puis, déformé par Marx, lequel va le concevoir comme l'image renversée de la réalité, dans L'Idéologie Allemande. Cela dit, revenons à la question posée, et rappelons que le point de départ de ce processus d'accomplissement du politique, va se manifester, avec l'*Habeas Corpus Act*, du 27 mai 1679 ; donc, avec l'apparition de la sécurité juridique.

Notons, à ce propos, que l'éthique est le fondement du droit, et que l'économie (*oikos-nomos*) et le politique sont des prolongements de l'éthique à travers le droit. Car, la capacité nomothétique (législatrice) de l'humain, consiste à donner un sens à la pratique des être humains. Le fait est que c'est la discussion sur l'*Habeas Corpus* que donne naissance aux parties politiques : les libéraux et les conservateurs. Ce qui mène à la naissance de l'Etat de droit, avec la Déclaration des Droits, du 23 janvier 1689, et la fin de la *Glorious Revolution*.

La formation et le développement de l'accumulation élargie.

Aristote nous disait qu'il n'y a pas de vie sociale sans échange. Donc, que l'échange est consubstantiel à la vie sociale. Marx, de son côté, affirme que la monnaie et la valeur d'échange sont la manifestation de la vénalité et de la prostitution universelle. (Grundrisse, T I, 10/18, Paris, 1968, p. 164). De sorte que pour Marx, le but du processus d'accomplissement de l'être social, est le dépassement de la production des valeurs d'échange. Pour produire des valeurs d'usage. Ce qui est une véritable robinsonnade, comme on peut le comprendre aisément.

Le fait est, que de la même manière que l'échange simple (le troc) mène à l'échange élargi (l'échange monétarisé), de la même manière l'accumulation simple (la thésaurisation), mène à l'accumulation élargie : à la capitalisation. Nous venons d'indiquer comment l'*Habeas Corpus* met en marche le mouvement de dépassement du prépolitique, en mettent en route le processus de réalisation du politique. Car, l'individualisme secrète nécessairement le pluralisme, et le pluralisme mène à l'Etat de droit. Ainsi, cet ordre institutionnel mène à l'*isonomia* et à l'*isocratia* : à la communauté des citoyens.- Notons, à ce propos, que pour Polanyi, « L'*Habeas Corpus* ne doit pas être le dernier des dispositifs constitutionnels grâce au quel la liberté personnelle a été encrée dans le droit. Des droits du citoyen qu'on n'avait pas reconnus jusqu'ici doivent être ajouté au *Bill of Rights* ». (Ibid, p. 328).

Ce qui veut dire que pour Polanyi, l'*Habeas Corpus Act* est le point de départ de la liberté des citoyens et la Déclaration des Droits, leur consolidation. Or, ici, dans cette réflexion, nous posons la logique d'un mouvement qui mène non seulement à la réalisation du politique, mais qui implique aussi le développement de l'économique, par le passage d'une économie de marché à une économie capitaliste. Car, la sécurité juridique va donner naissance aux *County Banks* : aux banques régionales. Plus précisément, à ces institutions bancaires qui vont constituer un système de dépôt et d'émission monétaire : les billets de banque. Ce qui veut dire concrètement que la sécurité juridique, produit par l'*Habeas Corpus*, a conduit à l'apparition du phénomène de l'épargne, de celui du crédit et de celui de l'investissement, en vue du développement des forces productives. Par conséquent, au

passage de l'accumulation simple à l'accumulation élargie : au processus du développement productif.

Ainsi, va se développer un processus qui conduira au dépassement de la thésaurisation et à l'apparition de la pratique de l'épargne. Ce qui va faire que la monnaie qui était jusque là stérilisée (par la thésaurisation), va devenir de plus en plus efficace, grâce à l'accroissement des dépôts et à la baisse considérable du loyer de l'argent, comme le souligne Locke dans ces *Considerations*. En tout cas, c'est ce processus qui mena à la révolution industrielle en Angleterre, en 1700, avec l'apparition des hauts fourneaux et le développement de l'utilisation du charbon minéral.

Ce sont, donc, ces banques qui ont commencé à émettre des billets de banque ; puisque, comme nous l'avons signalé, plus haut, ces institutions recevaient des dépôts – en or et en argent métal – et émettaient du papier pour les rémunérer. Mais, il convient de remarquer que cette pratique va durer jusqu'en 1844. En effet, l'*Act de Peel*, du 6 mai 1844, va donner à la Banque d'Angleterre le monopole de l'émission monétaire.

Pour ce qui est la Banque d'Angleterre, rappelons qu'elle fut fondée en 1694. Mais, lors de cette première phase du système monétaire anglais (1680-1844), elle émettait des billets, comme toutes les autres banques, en fonction des réserves métalliques : or et argent métal. De sorte qu'à l'époque il y avait différentes monnaies fiduciaires en circulation. Dont certaines étaient plus appréciées que les autres. Car, par les automatismes du marché, la banque qui émettait plus de papier, par rapport à ses réserves, voyait sa monnaie (papier) rapidement se déprécier. C'est précisément cette propension à la défiance du papier monnaie en circulation, qui va conduire à la *Peel's Act* de 1844.

Certains spécialistes pensent que le système de l'émission monétaire privée (*free banking*), est plus efficace que le monopole public d'émission (*central banking*). Or, on oublie de signaler que selon son concept, la monnaie (en grec *nomisma*, de *nomos* droit) est un bien public. Puis, que dans le système de l'étalon-or (monométallique ou bimétallique) la quantité de papier (monnaie) en circulation est étroitement liée aux réserves métalliques. Ce qui veut dire, que toute augmentation de la quantité de papier monnaie en circulation, au delà de certaines limites, ne peut que provoquer sa dépréciation. Ceci dit, lorsque nous parlons de papier monnaie, il ne faut pas oublier qu'à côté des billets de banque il y avait à

l'époque les lettres de change, lesquelles pouvaient être endossées plusieurs fois. De sorte qu'à l'époque, les banquiers tendaient à surveiller cet ensemble et pouvoir ainsi retirer du papier de la circulation en cas de besoin. Par conséquent, lorsqu'il y avait trop de papier monnaie (billets de banque et lettres de change) en circulation. Mais, en tout cas, le monopole public de l'émission, ne peut pas être cause de sur émission monétaire. Car, dans le système de l'étalon-or, ce qui détermine, en dernière instance, la quantité de papier monnaie en circulation, ce sont précisément les réserves métalliques.

Polanyi et les automatismes de l'époque libérale.

Lorsque Polanyi étudie l'économie libérale, il fait référence, comme nous l'avons indiqué plus haut, à cette période qu'il appelle la Paix de Cent Ans : 1815-1914. Il constate que pendant cette période l'économie internationale fonctionnait comme un « Grand Marché unique ». (Ibid. p.238). Plus précisément, que dans cet ordre « l'étalon-or était le garant de cet automate ». (Ibidem.). C'est pour cette raison que, selon lui, « la croyance dans l'étalon-or était la foi de l'époque ». (Ibid. p. 47). En effet, alors, l'étalon-or international « était l'instrument principal de l'économie mondiale ». (Ibid. p. 47). Voici comment il explique, plus concrètement le fonctionnement de ce système : « Pour la théorie libérale, la Grande Bretagne était simplement un atome parmi les autres dans l'univers du commerce et se plaçait exactement sur le même pied que la Danemark et le Guatemala. En réalité, le monde ne compte qu'un nombre limité de pays, reparties en pays prêteurs et pays emprunteurs, pays exportateurs et pays quasi autarciques, pays ayant des exportations variés et pays qui dépendaient, pour les importations et leurs emprunts à l'étranger, de la vente d'une marchandise unique comme le blé et le café ». (Ibid, 271).

Ceci veut dire, par conséquent, que pour Karl Polanyi, le système libéral, n'été pas un ordre qu'imposé à tous ces membres le libre-échange, mais plutôt un système qui fonctionnait selon la loi des contraires : les pays excédentaires pratiquaient le libre-échange, tandis que les pays déficitaires étaient obligés de s'imposer une politique

protectionniste. Car, le fort n'a pas besoin d'être protégé ; c'est le faible qui doit se protéger. Ce qui correspond à la loi éthique universelle.

Remarquons que cette pratique ne s'imposait pas aux nations suivant un impératif éthique. Elle était plutôt le résultat d'un simple automatisme. En effet, les pays excédentaires augmentaient, par là même, leurs réserves métalliques et donc la quantité de papier (monnaie) en circulation. Ce qui leur permettait d'accroître leurs importations. Par contre, les pays déficitaires étaient obligés de relever leurs barrières douanières, pour éviter une augmentation de leurs déficits extérieurs. Ceci, donc, pour éviter de se retrouver sans réserves métalliques, sans monnaie en circulation. Ce qui aurait impliqué, pour ces pays, le retour au troc.

De sorte que le protectionnisme permettait à ces pays de pouvoir retrouver des excédents et, donc, le libre-échange. Ainsi, par le biais de l'étalon-or, le système libéral classique s'autorégulait d'une manière englobante. Mais, il est important de savoir que cette autorégulation se manifestait aussi au niveau interne des économies nationales. Certes, cette dimension n'est pas bien comprise par Polanyi. Mais, il convient de remarquer que ce système d'autorégulation englobant, se manifestait au niveau interne dans trois dimensions différentes : 1) Par la quantité de papier en circulation, comme nous l'avons déjà souligné. 2) Par le niveau des taux d'intérêt, car ces taux, au sein de ce système, sont en rapport inverse à la quantité de monnaie en circulation, et 3) par la nécessité de maintenir l'équilibre budgétaire – le fait que les dépenses doivent être déterminées par les recettes -, tout en assurant l'indispensable mobilité verticale.

En ce qui concerne cette dernière problématique, rappelons que l'alternance pure – la non fonctionnarisation de l'élite administrative – était la condition du fonctionnement adéquat de l'ascenseur social. Car, comme le dit l'article 30 de la deuxième Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées, comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

La fin de l'étalon-or

Comme nous avons essayé de l'expliquer, Karl Polanyi a très bien compris que la fin de l'étalon-or, fut la fin de l'économie monde capable de s'autoréguler. Par contre, l'auteur de La Grande Transformation, n'a pas compris comment un tel bouleversement a pu se manifester. Il n'a pas compris, par exemple, que le point de départ de ce séisme économique fut le Rapport Ricardo de 1810 qui proposa le passage du bimétallisme au monométallisme. Ce qui va se réaliser à partir de 1821 en Angleterre, pour se développer, par la suite, au niveau international. Aux Etats-Unis, par exemple, cette politique va s'imposer avec la *Coinage Act* de 1873.

Le fait est que cette politique Ricardienne, va provoquer la contraction de la base monétaire – de la quantité de monnaie en circulation -, ceci d'autant plus que la quantité d'argent métal est beaucoup plus importante que celle du métal jaune. Alexandre von Humboldt avait déjà signalé ce phénomène, et surtout à partir de la Conquête des Amériques. On pense actuellement, à partir de la production, que ce rapport est de plus de 1 à 8. De sorte que cette réduction de la base monétaire, va provoquer la tendance, la propension à la surproduction. Car la surproduction, ou la contraction de la demande globale, sont ici le résultat de la réduction de la base monétaire.

Il convient de remarquer, à ce propos, que Marx, dans une lettre au journaliste Russe Annenkov, lui signale le fait que la première crise économique internationale se produit en 1825. Notons que cette lettre fut écrite à Bruxelles, le 28 décembre 1846. (Correspondance Marx-Engels, E.S., T.I, Paris, 1977, p.451) Cette remarque de Marx est d'autant plus significative, qu'il est le plus grand spécialiste des crises économiques classiques. Quoique nous ne sommes pas d'accord avec son interprétation de ces crises économiques, il est très important de signaler que la première crise économique internationale, se produit quatre ans après la fin du bimétallisme en Angleterre. Il est aussi très important de constater que ces crises vont s'aggraver à partir de la suppression du bimétallisme aux Etats-Unis. De sorte qu'à partir de 1873, nous assistons à une radicalisation des crises de surproduction. Puis, à partir de la fin de la Première Guerre mondiale, nous assistons non seulement à un

raccourcissement des cycles de surproduction, mais à l'enfoncement dans la Grande Crise déflationniste de 1932 et du premier semestre 1933.

Tout indique que cette radicalisation des crises de surproduction, que nous constatons entre 1918 et 1932 est la conséquence de deux phénomènes. Premièrement, de la politique de thésaurisation d'une partie importante des réserves d'or contrôlées par la Réserve fédérale. Rappelons qu'en 1913 les Etats-Unis possédaient le 15% des réserves or du monde, en 1920 ils détenaient le 30% et en 1932 le 44%. Le problème est qu'une partie importante de cet or était démonétisé. Tout indique que cette stérilisation fut en 1932 de l'ordre de la moitié de ce qu'ils contrôlaient. Ce qui veut dire concrètement que le problème, du point de vue de la logique de ce système, est précisément la démonétisation d'une partie de ces réserves. Par conséquent, le problème n'est pas le niveau plus ou moins important de ces réserves, mais le fait de désactiver une partie importante de cette base monétaire. Il fallait, dès lors, que les pays qui avaient beaucoup de réserves puissent émettre le maximum de papier, pour importer le plus possible, en vue de recycler ces réserves.

La deuxième cause de ce processus qui mena à la Grande Crise, fut la loi protectionniste imposée sous la présidence de Hoover : la *Tariff Act* du 17 juin 1930. Ce qui veut dire, concrètement, qu'à l'époque - indépendamment du fait que les Etats-Unis étaient excédentaires pendant les années vingt et trente -, ils ont non seulement imposé des mesures protectionnistes – ce qui était contraire à la loi coutumière internationale et à l'éthique de l'économie libérale -, mais, en plus, ils ont thésaurisé une partie importante de réserves or du monde. Ce qui va conduire, nécessairement, à la contraction brutale des échanges sur le marché international. Rappelons, à ce propos, qu'« entre 1919 et 1933, le commerce international est tombé de 5,3 milliards de dollars à 1,8 milliards ». (Le Monde, Economie, 27 janvier, 2009, p. 4).- Il est, en tout cas, étonnant de constater que les grands théoriciens de l'économie de l'époque, n'ont vu que du feu. Donc, des personnalités aussi différentes que Keynes, Hayek, Schumpeter, voire Polanyi lui-même, n'ont pas saisi les problèmes essentiels de leur époque.

Cela dit, Karl Polanyi est le seul, parmi eux, à avoir compris que le marché autorégulateur est le seul capable de créer « à la fois une société juste et libre ». Car, si l'échange est consubstantiel à l'être social (Aristote), et si la monnaie est une nécessité au

sein de l'échange élargie, il est clair qu'il vaut mieux qu'elle soit efficace, à ce qu'elle ne le soit pas. En tout état de cause, tout ordre dépassant l'horizon de la communauté, doit être fondé sur l'économie monétarisée et, pour cette raison, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un système monétaire optimal. Donc, d'un système capable d'assurer le maximum de vitesse de circulation de la monnaie et aussi susceptible d'assurer et promouvoir l'égalité des chances dans la concurrence internationale. Mais, n'oublions pas que dans la construction sociale, l'économie n'est pas le seul moyen en vue de cette fin. Il y a aussi le droit et le politique, comme nous avons essayé de l'expliquer à partir d'Aristote.

Le règne de l'étalon-dollar

Si on pose la question à n'importe quel thésard en économie, sur la question de savoir à quel moment commence le règne du billet vert, il répondrait sûrement, en 1971. La crise de l'étalon-dollar, nous a permis d'aller plus loin. Dans ce domaine, parmi ceux qui nous ont précédés, c'est sans doute de Gaulle qui nous a apporté le plus de lumière. Mais, la recherche nous a permis d'aller plus loin, au-delà des rideaux de fumée dressés par l'ignorance, la fausse conscience et la mauvaise foi.

En effet, pour nous, actuellement, le règne du dollar commence avec la *Confiscation Act* du 5 avril 1933. Un mois et un jour après son arrivée au pouvoir, Roosevelt signa le *Presidential Executive Order 6.102*, qui va s'appeler aussi la *Gold Record Act*. Le fait est que cette loi marquera, de facto, la fin du règne de l'étalon-or. Certes, à l'époque on n'a pas parlé d'étalon-dollar, mais d'étalon de change or (de *Gold Exchange Standard*). Quoique ce terme est apparu lors de la Conférence de Gênes du 10 avril au 19 mai 1922. Rappelons que le but de cette Conférence, à laquelle les Etats-Unis ne participent pas, était de faire reconnaître les balances (les réserves) sterling et éventuellement dollars, comme étant aussi bonnes que l'or. Ce qui était la preuve manifeste de la rareté de l'or monétaire en Europe. Bien évidemment, cette Conférence fut un échec, non seulement à cause de l'absence des Etats-Unis, mais à cause du fait que les autres délégations n'étaient pas prêtes à reconnaître une

monnaie fiduciaire donnée, comme de l'or. Par la suite ce terme d'étalon de change or, sera employé en référence au système de Bretton Woods, du 22 juillet 1944.

De sorte que le système monétaire qui va surgir après la *Confiscation Act*, ne peut pas être considéré comme étant aussi celui de l'étalon de change or. Ceci, pour la simple raison qu'entre 1933 et 1944, le billet vert n'était pas garanti par les réserves d'or des Etats-Unis. Lesquelles réserves, notons-le, vont passer pendant cette période de 66% à 75% des réserves or du monde.

Il s'avère, dès lors, clairement que le système monétaire de 1933 est celui de l'étalon dollar au sens pur de ce terme. Tout comme celui qui fut institué par les Accords de Washington du 18 décembre 1971. La grande différence entre le système de 1933 et le système de 1971 étant que les billets de banque américains avaient comme devise, dans le premier système : *As good as gold*. Tandis que dans le système de 1971 la devise était : *In God we trust*.

Ainsi, depuis la fin du règne de l'étalon-or, nous avons connu trois phases du règne du billet vert : 1) Le système de 1933. 2) Le système d 1944, et 3) le système de 1971.- Notons qu'à l'intérieur de ces trois phases, il y a aussi trois moments essentiels du rapport quantitatif entre l'or et le dollar : 1) La *Gold Reseve Act*, du 30 janvier 1934, qui fait passer l'once d'or de 20 à 35 dollars. 2) Les Accords du 17 mars 1971 qui libèrent le prix du métal jaune, et 3) les Accords de Jamaïque, du 8 janvier 1976, qui démonétisent l'or.

La fin du règne de l'étalon-dollar

Ce texte n'aurait pas eu une cohérence propre, si nous ne parlons pas de la fin du règne de l'étalon-dollar, que Karl Polanyi n'a pas connu, et pour cause, car il décède en 1964. Mais, puisque nous sommes en train de vivre le retour à l'étalon-or, il convient de rappeler que le règne du billet vert a connu son apogée entre le 21 janvier 1980, avec la chute du prix de l'or et le 1^{er} janvier 2002, avec l'émergence effective de la monnaie unique européenne. En effet, nous allons assister, alors, à la concurrence de deux monnaies internationales – l'US dollar étant toujours le « *Primus inter pares* » - dont l'une est en

surabondance (l'USD) et l'autre étant quantitativement limité : l'euro. Pour ce qui est de l'euro, rappelons que les banques centrales de cette zone monétaire n'ont pas le droit d'émettre des euros, tout comme la BCE d'ailleurs. Mais, ces banques centrales ont la possibilité d'acheter, auprès de la BCE, la possibilité de le faire. Et pour cela, il faut que le pays en question, ait des excédents courants. Ce qui a été le cas particulièrement de l'Allemagne. Pays qu'avec des réserves très importants en dollars, se donne la possibilité d'augmenter sa base monétaire.

Mais, d'une manière générale, l'augmentation de la quantité d'euros en circulation, est moins importante que celle de dollars. Ceci d'autant plus que les déficits extérieurs des Etats-Unis, vont augmenter considérablement avec l'arrivée de G W Bush au pouvoir, le 20 janvier 2001. C'est, donc, cette différence quantitative, entre l'USD et l'euro, qui est à la base de la forte dépréciation du billet vert par rapport à l'euro, depuis la mi 2002. Ce processus va s'accélérer particulièrement entre juin 2003 et juin 2004, au moment où le taux directeur de la Fed était de 1%. Mais, cet affaiblissement du billet vert va provoquer une rapide augmentation de ce taux directeur, qu'en juin 2006 va se trouver à 5,25%. Or, c'est précisément cette montée du taux directeur, pour éviter la chute du billet vert, qui va provoquer la crise des « subprime » et conduire à la crise bancaire et à la crise du crédit depuis le 9 août 2007.

Le privilège exorbitant du billet vert, depuis 1933, a permis à cette nation d' un peu moins de 5% de la population internationale, d'absorber, fin 2007, quelque chose comme le 28% des richesses produites dans le monde. Les créances qui ont permis ce transfert de richesses, sous la forme d'actifs privés et d'actifs publics, sont en train de provoquer une banqueroute d'ordre universelle. Depuis le début de la crise, le 9 août 2007 et ce jusqu'à la fin du premier trimestre 2009, les bourses internationales ont perdu la moitié de leur valeur. Ce qui veut dire que quelque chose comme 50.000 milliards de dollars sont déjà partis en fumée. Mais, ce qui est le plus grave, du point de vue du système de l'accumulation élargie (le système capitaliste), sur lequel repose la satisfaction de nos besoins, est précisément la destruction du système du crédit ; la mise en pièce du multiplicateur de la base monétaire, est en train de provoquer la fin de ce système. Or, comme nous l'avons déjà indiqué, le capitalisme veut dire économie de marché plus crédit. Car, le crédit est le grand

régulateur et la puissance motrice de la vitesse de circulation de la monnaie, de son niveau d'efficacité. De sorte que la fin du capitalisme ne veut pas dire concrètement la fin du marché et de la monnaie - comme le croyait Marx et l'a voulu Polpot et ses compagnons -, mais tout simplement la fin des mécanismes du crédit, capables d'assurer le maximum d'efficacité de cet instrument de l'échange qui s'appelle la monnaie. Ainsi, la fin du capitalisme ne veut pas dire le retour au troc, mais le retour au précapitalisme.

C'est ainsi – au sein de la disgrâce et de la misère d'ordre universel, dans lequel s'abîme notre moment historique – que l'utopie libérale, dont parle Karl Polanyi, prend toute son importance. Plus précisément, la reconstruction d'un ordre universel capable de s'autoréguler et d'assurer l'égalité des chances dans la concurrence internationale, est plus que jamais à l'ordre du jour. Bien évidemment, ce processus, cette nouvelle grande transformation, implique nécessairement le dépassement du privilège exorbitant et le retour des automatismes de l'étalon-or, sous la forme historique du bimétallisme. De cette base monétaire qui a formé l'armature des civilisations pendant des siècles.

Il n'est pas difficile de comprendre que cet ordre monétaire devrait trouver son complément optimal dans une nouvelle organisation des Nations Unies. Dans une communauté universelle génératrice de concorde et de paix. Car, il s'agit non seulement de promouvoir les échanges, la solidarité et la lutte contre les injustices réciproques, mais de rappeler que la concurrence déloyale est un crime contre l'humanité et que l'accaparement, la thésaurisation de l'or monétaire, de la part d'un Etat, est la cause du mal radical dans le monde.

Norman Palma

Paris, le 16 mai 2009